

Ma ville post-Covid



page 10 — Point de vue
Christophe Robert,
délégué général
de la Fondation Abbé Pierre

page 20 — Focus
Face à la crise,
des collaborateurs
agiles et solidaires

Frédérique Plas



Nous mettons tout en œuvre pour que les villes moyennes et les bourgs redeviennent attractifs.

Réactivité et solidité

La généralisation du télétravail et les confinements ont accredité le concept de « ville du quart d'heure », rayon dans lequel chaque habitant doit pouvoir trouver les principaux services. En participant aux programmes Action cœur de ville et Petites villes de demain, la Caisse des Dépôts a anticipé cette aspiration. Créer des foncières pour donner aux élus les moyens de créer les bons commerces au bon endroit, accompagner les petits commerçants dans leur numérisation, créer des logements, développer les mobilités douces... nous mettons tout en œuvre pour que les villes moyennes et les bourgs redeviennent attractifs, y compris auprès des jeunes actifs. Et ça marche!

Autre tendance accentuée par le contexte sanitaire : l'appétence de nos concitoyens pour la présence de nature dans leur cadre de vie au quotidien. Des solutions sont déjà proposées ou expérimentées par la Banque des Territoires, et nos filiales la Société Forestière et CDC Biodiversité : des mini-forêts urbaines ou des toitures mariant panneaux solaires et végétation. Planter le bon végétal au bon endroit, là encore, cela ne s'improvise pas. La mutation environnementale des villes est d'autant plus cruciale qu'elles concentrent déjà la moitié de la population mondiale et les deux tiers d'ici à 2030 ! Or elles seraient responsables de 70 à 80 % des émissions de CO₂, l'effet îlot de chaleur se cumulant à la canicule.

La crise sanitaire offre l'opportunité de repenser l'organisation de nos villes et d'apporter des changements structurels afin de les rendre plus durables. C'est l'une des missions prioritaires du groupe Caisse des Dépôts, comme vous pourrez le découvrir dans notre dossier « Ma ville post-Covid ». Comptez sur nous !

Éric Lombard, directeur général de la Caisse des Dépôts

Sommaire



Point de vue

10 Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre

Grand angle

12 Ma ville post-Covid

Focus

20 Face à la crise, des collaborateurs agiles et solidaires

Portraits

22 • Alexandra Ringot-Bottemanne, talent de l'innovation
• Maxime Jabier, acousticien esthète



Directrice de la publication : Sophie Quatrehomme.

Directrice de la rédaction : Karen Maitre.

Directeur des informations : Bruno George.

Rédacteur en chef : Martin Bellet.

Responsables éditoriales : Vanessa Faisant, Dorothee Duparc et Isabelle Daragon.

Iconographie : Ludivine Pelletier et Thibault Brière.

Conception graphique : Nathalie Gallet et Emmanuel Picard.

Photographie Une : © Sebastien ORTOLA/REA

Diffusion : Philippe Leroy.

Rédaction : cdscope@caissedesdepots.fr

Réalisation : www.grouperougevif.fr - ROUGE VIF éditorial - 27193

Impression : Caisse des Dépôts, sur du papier 100 % recyclé. ISSN : 0759 9277.

Recevez directement la version numérique de CDscope en vous inscrivant ici : www.caisssedesdepots.fr/cdscope



Résultats 2020

Sous le signe de la réactivité

« Nos résultats 2020 sont marqués par l'urgence et notre engagement pour la relance » : c'est par ces propos dynamiques qu'Éric Lombard a résumé l'action de la Caisse des Dépôts l'an passé. Alors que notre pays faisait face à la crise, le groupe Caisse des Dépôts s'est très rapidement mobilisé, d'abord pour répondre en urgence aux difficultés économiques que rencontraient les entreprises françaises, puis, à plus long terme, en mettant en place un plan de relance. « La Caisse des Dépôts dispose de ressources solides pour assurer ses missions d'intérêt général, avec des fonds propres de plus de 50 Md€. Cela lui permet de se mobiliser fortement en accompagnement du plan de relance puisqu'elle a déjà engagé 30 % des 26 Md€ de nouveaux investissements en capital annoncés (voir le détail page 9) », a souligné Éric Lombard.



Le résultat agrégé de la Caisse des Dépôts en 2020 est de 777 M€, pour une contribution de 514 M€ au budget de l'État.

Solide face à la crise

La Caisse des Dépôts a présenté pour l'année 2020 un résultat agrégé de 777 M€ (en 2019, il était de 2,7 Md€). Ce qui le caractérise : il intègre à la fois des éléments négatifs dus à la crise sanitaire mais aussi des éléments positifs du rapprochement avec le Groupe La Poste et SFIL.

« L'année 2020 témoigne d'une très forte activité pour la Caisse des Dépôts », a précisé Éric Lombard. Grâce notamment à une épargne record des Français – de plus de 35 Md€ –, le Groupe a pu soutenir la construction de 83000 logements sociaux en 2020. Enfin, la Caisse des Dépôts reversera, au titre de ses résultats 2020, 514 M€

de contribution au budget de l'État, dont 286 M€ au titre du résultat net consolidé Groupe et 228 M€ de contribution représentative de l'impôt sur les sociétés.

Pour en savoir plus sur les résultats

www.caissedesdepots.fr/rapport-annuel-2020

Réseaux sociaux

REVUE DE POST



Depuis 39 ans, le 8 mars est la **#JournéeDesDroitsDesFemmes!** #AlterEgales œuvre au quotidien pour la mixité et la diversité au sein du groupe Caisse des Dépôts. Découvrez à cette occasion, le témoignage de femmes inspirantes, aux carrières diverses et ambitieuses [ici](#)



Et si l'histoire de la @caissedesdepots tenait dans un mouchoir de poche? 205 ans d'IntérêtGénéral, 3 minutes pour en parler. [Écoutez!](#) C'était sur Europe 1 [ici](#)



Lactips, une jeune entreprise française, transforme le lait... en plastique 100 % biodégradable! La demande croissant, Lactips doit déménager de ses locaux étriqués à Saint-Jean-Bonnefonds et la Caisse des Dépôts lui prête main-forte dans sa délocalisation, à deux pas, sur la commune de Saint-Paul-en-Jarez (Loire). [ici](#)



Allier restauration du patrimoine et enjeux pour le climat? C'est le pari que s'est lancé la Caisse des Dépôts, via sa filiale la Société Forestière, avec son partenaire CNP Assurances, en s'engageant dans la reconstruction de Notre-Dame de Paris. [Plus d'infos](#) [ici](#)

La mixité et la diversité, au service de la performance

#Interview

Anne Guérin








© Jair LANES/Caisse des Dépôts

Relance

Bpifrance en première ligne pour les entreprises

45 Md€ : c'est le montant spectaculaire injecté par Bpifrance en faveur des entreprises, pour faire face à l'urgence économique en 2020.

Sous forme de crédits, de fonds propres, de subventions, d'aides ou garanties : la banque publique a mobilisé l'ensemble de ses compétences pour soutenir la relance de notre pays. Elle s'est ainsi imposée comme l'opérateur du plan France Relance du gouvernement en faveur des entreprises. À ce titre, ce sont 512 entreprises touchées par la crise sanitaire qui ont bénéficié d'un soutien financier, pour un total de 420,5 M€.

Un dénominateur commun: l'humain

Cette mission s'est doublée de la gestion de Prêts garantis par l'État (PGE), pour 630 000 nouvelles lignes de garantie, représentant un total de 110 Md€ de prêts. Avec à chaque fois un dénominateur



En 2020, les équipes de Bpifrance ont aidé et soutenu les entrepreneurs face à la crise pour favoriser la relance du pays.

commun : l'humain. Afin de soutenir les entreprises françaises face à la crise, les équipes de Bpifrance ont été en première ligne pour aider, expliquer, rassurer

les entrepreneurs (*lire Focus page 20*). Une mobilisation saluée par l'ensemble des clients, des actionnaires et des partenaires.

© Vasy/Adobe Stock

Santé

Innover plus vite, plus fort

Le 17 mars dernier, la Caisse des Dépôts a créé l'Association innovation, santé et territoires (Assist) dont le but est d'identifier, de soutenir puis d'accélérer et répliquer le déploiement de dispositifs innovants en faveur de l'accès à la santé dans les territoires.

« En facilitant et en accélérant le déploiement d'innovations en santé dans les territoires, nous entendons contribuer à une amélioration profonde et pérenne du système de santé français », indique Michel Yahiel, directeur des politiques sociales du groupe Caisse des Dépôts. Le dire c'est bien, agir c'est encore mieux : c'est pourquoi la Caisse des Dépôts a donc créé Assist.

Trois projets pilotes

Cette association, créée en partenariat avec VYV, premier groupe mutualiste en France, a déjà fait l'objet de trois projets pilotes en 2020 : une étude de faisabilité de la mise en réseau de l'ensemble des équipements d'imagerie médicale des Hauts-de-France, l'expérimentation à Cholet d'un service médical de proximité dédié aux personnes sans médecin traitant dans une zone de désertification médicale et, dans trois Ehpad dijonnais, la construction et l'expérimentation d'outils de mesure des impacts de la télémédecine.

Cinq projets ont déjà été présélectionnés pour 2021. Ils seront accompagnés par l'association afin de garantir leur succès et par d'autres partenaires qui souhaiteraient se joindre à l'initiative. En effet, le partenariat n'est pas exclusif, l'association est ouverte à d'autres acteurs qui partagent la même volonté de contribuer à une amélioration profonde et pérenne du système de santé français dans un souci de cohésion sociale.



La Caisse des Dépôts va accélérer le déploiement de dispositifs innovants en faveur de l'accès à la santé dans les territoires.

Santé

Favoriser la télémédecine

Le confinement a parfois eu des effets inattendus : en forçant les Français à rester à la maison, il a favorisé l'essor des téléconsultations. Une dynamique dont profite aujourd'hui TokTokDoc, acteur majeur de la santé en télémédecine dans les territoires, qui vient de lever 5 M€. L'État français, via le Programme d'investissements d'avenir, la Banque des Territoires, Macif et SWEN Capital Partners s'engagent aux côtés de TokTokDoc pour porter une télémédecine clinique au plus près des populations isolées et fragilisées. Grâce à ce soutien fort, TokTokDoc va pouvoir généraliser l'accès à une télémédecine de proximité.

Un hôpital « hors les murs »

Les principaux bénéficiaires de cette prise en charge médicale, associant les technologies numériques et la présence humaine seront les patients souffrant de maladies chroniques et invalidantes dans les secteurs de la gériatrie et des handicaps, en établissement ainsi qu'au domicile.

Ce modèle est aujourd'hui éprouvé par TokTokDoc, notamment au travers de sa policlinique mobile de télémédecine, véritable « hôpital hors les murs », expérimentation validée et autorisée par le ministère des Solidarités et de la Santé, la Caisse nationale d'assurance maladie et l'Agence régionale de santé du Grand Est.



La Banque des Territoires soutient TokTokDoc qui permet de développer une télémédecine au plus près des territoires.

© Fido/Adobe Stock



Projet innovant d'Icade (avec 76 % de bois) prenant en compte la nature et la biodiversité : Wood'Art-La Canopée à Toulouse (hôtel, logements, commerces).

© Infirme

Engagements

Stratégie bas carbone d'Icade : objectif 1,5 °C

Moins d'un an après l'inscription de sa raison d'être – « Concevoir, construire, gérer et investir dans des lieux à l'empreinte carbone réduite » – en préambule de ses statuts, Icade se fixe un nouveau cap avec des engagements bas carbone renforcés. En 2021, la stratégie *Low Carbon by Icade* mobilisera toute l'entreprise à travers quatre engagements supplémentaires :

des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre significativement renforcés ; une politique de compensation volontariste et responsable ; une accélération dans la construction bas carbone (création d'Urbain des bois, filiale de promotion logement dédiée à la construction bois) ; des ressources renforcées avec la création d'un fonds climat dédié.

Stratégie

La Poste, engagée pour vous

Relever la tête après la crise, voilà l'objectif de La Poste pour la prochaine décennie. Après avoir subi un choc économique, dû à l'effondrement du volume du courrier (7,5 milliards de lettres contre 9,1 milliards en 2019), un choc opérationnel pour maintenir la continuité du service public, le Groupe a su démontrer sa résilience en faisant face à l'explosion du colis (2,3 milliards de colis distribués en 2020).

Sept priorités

Avec son nouveau plan stratégique « La Poste 2030, engagée pour vous », le Groupe se donne pour objectif d'être une entreprise en croissance rentable. Pour cela, La Poste a défini sept priorités : ses clients, sa présence sur le territoire, le numérique, son engagement écologique, sa responsabilité citoyenne, son développement international, et un nouveau pacte social proposé aux postiers. Elle pourra aussi compter sur de nouvelles synergies avec le groupe Caisse des Dépôts, dont le rapprochement a été officialisé en 2020.

Logement

Construire et réhabiliter maintenant

Certains effets de la crise tardent encore à se faire sentir mais le logement devrait être un sujet d'inquiétude majeur pour les Français, particulièrement les plus fragiles (*lire Point de vue, page 10*), dans les prochaines années. Il y a donc urgence à agir et c'est dans ce contexte que s'inscrit la convention de partenariat signée par la Banque des Territoires et le groupe ICF Habitat, le 29 janvier. Cette convention prévoit la mobilisation de l'offre complète de la Banque des Territoires, via ses outils de financement et de services, permettant ainsi à ICF Habitat de construire 6300 logements sur le territoire national et d'en réhabiliter 5400. Ils s'intégreront au patrimoine de près de 95 000 logements – dont 85 % de logements sociaux – que gère déjà ICF Habitat. Au total, 925 M€ seront mobilisés au cours des trois prochaines années pour accompagner le plan de développement du bailleur.



ICF Habitat va construire 6300 logements sur le territoire national et en réhabiliter 5400.

© Jean-Marc PETTINA/Caisse des Dépôts

Numérique

Accélérer le déploiement du haut débit

Comment faire pour que la France soit un territoire 100 % connecté en 2025 ? La réponse passe par un plan d'intervention en trois axes pour la Banque des Territoires : sécurisation physique des réseaux, complément de la couverture très haut débit (THD) mobile en outre-mer et extension de la couverture THD fixe. Ce plan d'action répondra, dans une logique de complémentarité, à des besoins non couverts par des engagements publics ou privés.

Des solutions adaptées

Afin de financer ce programme, la Banque des Territoires dispose

de solutions de financement multiples, adaptées aux spécificités des différents territoires : investissement, à hauteur d'au moins 120 M€, en fonds propres et quasi-fonds propres ; mobilisation de 150 M€ de prêts de long terme à destination des acteurs publics locaux ; en complément de dispositifs existants de subventionnement (fonds européens, subvention du Fonds pour la société numérique).

Ces moyens sont accessibles dans le cadre d'appels à projets dont le premier a été lancé le 26 janvier 2021.



© Thomas GOGNY

Un plan THD répond à des besoins non couverts par des engagements publics ou privés pour que l'ensemble de l'Hexagone soit connecté en 2025.

Territoires

De battre le cœur des petites villes va continuer

Comment favoriser le développement des petites villes ? C'est tout l'objet du programme Petites villes de demain. Afin de soutenir son déploiement sur le terrain, Éric Lombard, directeur général de la Caisse des Dépôts, s'est rendu les 28 et 29 janvier en région Pays de la Loire. À cette occasion, la Banque des Territoires s'est engagée à réaliser des études stratégiques, pré-opérationnelles ou thématiques, sur la base d'une enveloppe

de 780 000 € durant les trois premières années de ce programme au bénéfice de 21 villes du territoire vendéen.

Par ailleurs, il a également participé à la signature d'une convention entre l'État, le département de Loire-Atlantique et la Banque des Territoires, visant à optimiser l'accompagnement de ces territoires, en s'appuyant sur les compétences en ingénierie de la Banque des Territoires.



Les panneaux solaires permettent de transformer l'énergie récupérée en chaleur ou en électricité.

Énergie

Sous le soleil de Nouvelle-Calédonie

Mobilisée partout et sur tous les territoires pour soutenir la transition énergétique et écologique : tel pourrait être le credo de la Caisse des Dépôts. En métropole donc, mais également dans les territoires ultramarins, et en Nouvelle-Calédonie en particulier, où la Banque des Territoires a pris une participation de 50 % dans le portefeuille Alicante de Total Quadran, filiale d'énergies renouvelables du groupe Total.

Une capacité de 53 MW

Ce portefeuille se compose de huit parcs solaires – sept déjà en service et un en construction – pour une capacité totale de 53 MW. Ce partenariat vient également renforcer les liens entre les deux entités, la Banque des Territoires ayant déjà pris en janvier 2020 une participation de 50 % dans un portefeuille de onze parcs éoliens et 35 centrales solaires photovoltaïques de Total Quadran.

Environnement

Des algues pour nettoyer les déchets industriels

Développer une solution naturelle pour décontaminer les effluents industriels, c'est tout l'objet du soutien qu'apportent les équipes d'Egis au spécialiste de la biotechnologie Planctonid Environnement.



Planctonid Environnement traite les effluents industriels chargés en azote et en phosphore grâce à des micro-algues (site pilote à Saint-Nazaire).

Leur solution s'appuie sur une technologie de production de micro-algues à haut rendement, capables de traiter efficacement les effluents fortement chargés en azote et en phosphore et de produire une biomasse valorisable. Un site pilote a été mis en place en partenariat avec Yara France, leader mondial de la production d'engrais, au sein de son usine de Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique). En concertation avec le grand port maritime de Nantes-Saint-Nazaire, Yara France a pour objectif d'y traiter ses eaux industrielles à grande échelle, dans un esprit d'écologie industrielle. En s'associant avec Planctonid, Egis s'engage à promouvoir des solutions biologiques innovantes pour favoriser une économie circulaire.

Biodiversité

Agir urbi et orbi en région Grand Est

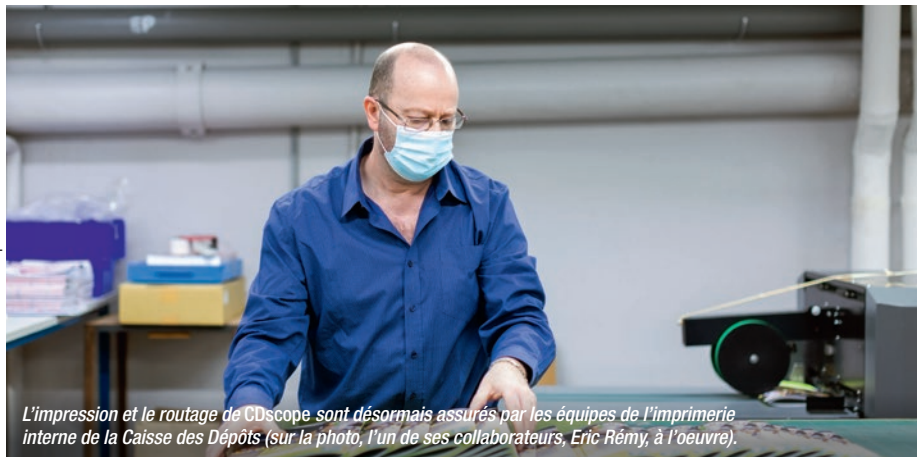
La région Grand Est a choisi CDC Biodiversité et la Banque des Territoires pour l'accompagner dans ses démarches en faveur de la biodiversité. Le 18 février, les trois partenaires ont signé une convention qui permettra de développer l'agroécologie et la biodiversité dans les projets économiques et territoriaux du Grand Est.

Les objectifs communs des trois partenaires sur la période 2021-2023 s'articulent autour de neuf axes majeurs : mobiliser les entreprises ; promouvoir la biodiversité en ville et valoriser les friches urbaines ; concevoir un aménagement du territoire raisonné ; préserver les zones humides ; développer une agriculture responsable via l'agroécologie ; encourager le tourisme durable ; évaluer l'empreinte biodiversité des entreprises avec le *Global Biodiversity Score* ; le budget vert de la région Grand Est ; organiser une compensation écologique.

CDC Biodiversité apportera son expertise et son savoir-faire en matière d'actions favorables à la biodiversité, sa capacité à déployer des outils innovants et ses moyens financiers d'investisseur, ainsi que l'inclusion dans son programme Nature 2050 de nouveaux projets. De son côté, la Banque des Territoires pourra apporter conseil et financement.



L'agroécologie et la biodiversité vont être boostées dans les projets territoriaux du Grand Est.



© Lair LANES/Caisse des Dépôts

L'impression et le routage de CDscope sont désormais assurés par les équipes de l'imprimerie interne de la Caisse des Dépôts (sur la photo, l'un de ses collaborateurs, Eric Rémy, à l'œuvre).

Communication

CDscope poursuit sa mue

Plus écolo, plus économe: *CDscope* est désormais imprimé par les équipes de l'imprimerie interne de la Caisse des Dépôts. Elle se situe au même niveau que les meilleurs standards du marché, avec un plus: elle propose un papier 100 % recyclé et peut répondre aux besoins avec beaucoup de souplesse en faisant, par exemple, des réimpressions à la demande. Le choix de l'imprimerie interne, c'est aussi

jouer la carte de la proximité. L'imprimerie étant située au 51 rue de Lille, il n'y a qu'une rue à traverser pour les équipes de la communication qui gèrent le magazine, ce qui favorise des échanges plus rapides. Cette internalisation ne s'arrête pas en si bon chemin: l'imprimerie interne va également prendre en charge tout le routage et la diffusion du magazine papier dans tous les sites de la Caisse des Dépôts et de ses filiales en France.

Ferroviaire

Royaume-Uni: Egis se renforce dans le rail

Egis confirme son ambition de devenir un acteur majeur du marché des transports urbains et ferroviaires au Royaume-Uni en prenant une participation majoritaire au capital de CPMS Topco et de sa branche opérationnelle Collaborative Project Management Services (CPMS) Limited, basée à Londres et spécialisée dans la réalisation de projets ferroviaires. Le marché britannique est stratégique avec un fort potentiel et de nombreux projets emblématiques à venir dans le domaine des transports urbains ou ferroviaires. Alors qu'Egis est déjà présent au Royaume-Uni – métro de Londres, tramway de Birmingham... –, cette acquisition est une formidable opportunité d'étendre ses forces localement à travers de nouvelles synergies. Avec un chiffre d'affaires de plus de 9 M€ et plus de 70 collaborateurs,

CPMS a soutenu, via son activité, environ 1,13 Md€ d'investissements dans le secteur ferroviaire britannique.



Egis prend une participation majoritaire au capital de CPMS Topco.

Transports

Transdev booste son activité en Amérique latine

Transdev poursuit ses succès à l'international, avec deux nouveaux contrats, en Colombie et au Brésil.



Colombie: avec ses nouvelles lignes de bus, Transdev va transporter 36 millions de passagers.

© BYD

La filiale de la Caisse des Dépôts est désormais chargée de l'exploitation et de la maintenance de 406 bus électriques à Bogotà (Colombie). Quinze lignes de bus qui permettront à 36 millions de passagers de parcourir 24 millions de kilomètres par an. Ce contrat de 874 M€, signé avec TransMilenio SA, l'autorité de transport public de la ville de Bogotà, débutera fin novembre 2021 pour une durée de quinze ans. Il s'agit d'une étape majeure dans la transition à grande échelle du groupe Transdev vers des flottes de bus urbains durables et électriques: Transdev exploitera ainsi la plus grande flotte de bus électriques d'Amérique latine.

Le Groupe conforte aussi son implantation en Amérique latine en signant avec le consortium Concessionária Linha Universidade un contrat, pour huit ans, d'assistance technique et d'exploitation pour la future ligne 6 du métro automatique de São Paulo (Brésil). Ce contrat comprend le design, les études commerciales et les trois premières années d'exploitation. Cette ligne sera entièrement automatique et souterraine. Elle desservira 15 stations sur 15,3 kilomètres et transportera environ 650 000 passagers par jour.

#OnAUnPlan

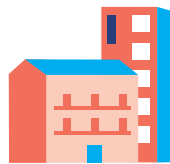
La relance à pleine vitesse

Voilà un an, la Caisse des Dépôts lançait un plan de relance 2020-2024 de 26 Md€, avec un objectif fort : déployer 80 % de cette somme sur les deux prochaines années. Grâce à une mobilisation rapide de tous ses collaborateurs, 30 % ont déjà été engagés pour aider le pays à surmonter la crise.

Démarrage



Protéger la planète



Agir pour le logement et les territoires



4 AXES
POUR
UN PLAN



Soutenir les entreprises et l'économie



Renforcer la cohésion sociale

Accélération

0,62 %

Cohésion sociale

9,7 %

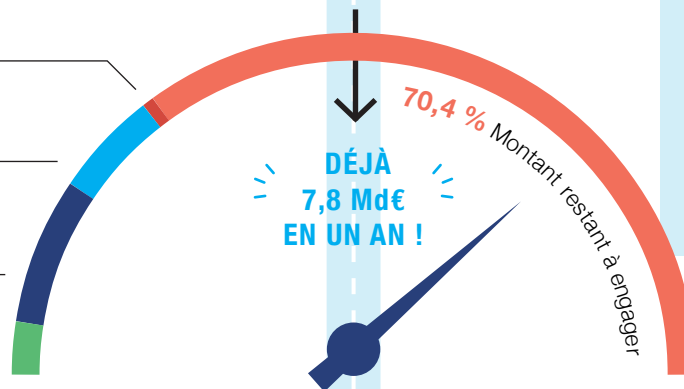
Développement économique

13,9 %

Cohésion territoriale et habitat

5,4 %

Transition écologique



« C'est la très bonne nouvelle de la période, nous avançons vite dans le déploiement de notre plan de relance : nous avons déjà triplé nos volumes d'investissement. »

ÉRIC LOMBARD,

directeur général de la Caisse des Dépôts

De grandes étapes franchies

VIA DE NOUVEAUX INVESTISSEMENTS DANS :

- des projets éoliens et photovoltaïques
- des logements intermédiaires
- les PME
- des établissements médicalisés pour seniors

Avec nos copilotes

Bpifrance :

Mise en œuvre du plan de relance de l'Etat : 512 entreprises de secteurs stratégiques bénéficiaires

CDC Habitat :

lancement de la production de 42 000 logements sociaux sur les deux prochaines années

Plus d'infos

www.caissedesdepots.fr/engage/plan-de-relance/on-a-un-plan



À cause de la crise sanitaire, la distribution de l'aide alimentaire a progressé de 20 à 35 % selon les territoires.

BIO EXPRESS

Christophe Robert,
délégué général
de la Fondation Abbé Pierre

Formation : doctorat en sociologie à Paris X Nanterre.

1994 : chercheur dans un bureau d'études à Paris dans les domaines de l'habitat, la politique de la Ville, ainsi que sur les thèmes de l'exclusion et du développement culturel.

2004 : directeur des études à la Fondation Abbé Pierre, en charge de coordonner le rapport annuel sur l'état du mal-logement en France.

2015 : délégué général de la Fondation Abbé Pierre.

« Pendant les confinements, les mal-logés ont subi une double peine »

La crise sanitaire a fait basculer dans la pauvreté des personnes qui, jusque-là, s'en sortaient tout juste, et mis en lumière le rôle du logement comme rempart contre les difficultés économiques et sociales.

Présentez-nous la Fondation Abbé Pierre...

Reconnue d'utilité publique en 1992, la Fondation agit grâce aux dons des particuliers et des entreprises, qui constituent 98 % de son budget : c'est sa spécificité. Chaque année, elle finance 450 associations qui portent 900 projets ayant trait à la lutte contre le mal-logement : construction de logements sociaux, lieux d'accès aux droits, pensions de famille accueillant les ménages les plus modestes... Son rapport annuel sur l'état du mal-logement est un plaidoyer en faveur de cette cause. La Fondation évalue aussi les politiques publiques sociales du logement. Répartis sur une dizaine d'implantations territoriales, nos 150 salariés collaborent avec 250 bénévoles.

Quel a été l'impact du premier confinement sur les plus fragiles ?

La voilure des aides au sens large – distributions alimentaires mais aussi repas dans les cantines scolaires – s'est réduite à mesure que la pandémie progressait. Dans le même temps, les services publics sont devenus moins accessibles. Aussi la Fondation Abbé Pierre a-t-elle mené des opérations d'urgence – maraudes, distribution de tickets service pour les besoins alimentaires et de kits d'hygiène – afin de répondre aux besoins de première nécessité.

Un an plus tard, quelle est la situation ?

Des publics fragiles qui s'en sortaient tout juste jusque-là ont basculé dans la pauvreté : ils sont désormais demandeurs d'une aide sociale. Nos équipes voient arriver à elles de nouvelles catégories de personnes : auto-entrepreneurs, artisans, petits commerçants, employés de la restauration et de l'événementiel ou saisonniers dont la rémunération, déjà très basse, a été amputée à cause de la pandémie. Sans compter les 2,5 millions de travailleurs de l'économie informelle qui ne bénéficient pas du chômage partiel. Conséquences : la distribution de l'aide alimentaire a progressé de 20 à 35 % selon les territoires et les demandes de revenu de solidarité active (RSA) de près de 8 %, pour atteindre plus de deux millions d'allocataires.

Les jeunes semblent très touchés...

Ils étaient déjà plus exposés au chômage – à hauteur de 20 % – et plus nombreux à être pauvres ou sans-domicile que la moyenne. C'est pire aujourd'hui. Les jobs d'étudiant ont disparu et la génération qui a terminé ses études en 2020 peine plus que jamais à trouver un emploi. Ceux qui ont une famille pour les aider s'en sortent, mais les autres ? Dans nos lieux d'accueil de jour, nous voyons leur détresse. C'est d'autant plus préoccupant que nous ne pouvons les aider à construire un projet de vie, faute de ressources : avant l'âge de 25 ans, on ne peut prétendre au RSA... C'est une souffrance. C'est incompréhensible.

La pandémie a montré le rôle clé du logement dans nos vies...

Il peut être une bulle protectrice comme un accélérateur de difficultés. Pendant les confinements, les mal-logés ont subi une double peine. Devoir rester chez soi dans un habitat indigne – surpeuplé, en précarité énergétique, voire dangereux pour la santé – est susceptible de générer des tensions familiales, de la violence, des problèmes sanitaires mais aussi de l'échec scolaire. Or, la crise a ralenti la construction de logements sociaux – seulement 80 000 en 2020 – et fait baisser le taux de rotation en HLM – les locataires ont moins déménagé – et par là même le nombre de nouvelles attributions. Les listes d'attente s'allongent...

Toutefois peu d'impayés de loyers sont à déplorer aujourd'hui...

Les ménages fragilisés puisent dans leur bas de laine ou demandent de l'aide à leur famille ou à leurs amis. Mais nous qui les accueillons dans nos centres d'accueil au quotidien savons que c'est une bombe à retardement. D'ici six à dix-huit mois, les impayés vont croître. Aussi la Fondation Abbé Pierre appelle-t-elle de ses vœux la création d'un fonds d'aide au paiement des loyers et des charges. Jean Castex a montré des signes d'ouverture : espérons que cela se traduise vite par des réponses. Quand un ménage accuse déjà trois mois de loyer de retard, c'est compliqué de rectifier le tir. Intervenir en amont est essentiel.

Quelles sont vos relations avec le gouvernement ?

À la suite de la présentation, en février, de notre rapport annuel sur le mal-logement, Emmanuelle Wargon, ministre déléguée au Logement, a annoncé le financement de 250 000 logements sociaux en deux ans et la prolongation de deux mois, jusqu'au 31 mai, de la trêve hivernale. Pour autant, depuis le début du quinquennat, les APL (aides personnalisées au logement) ont été amputées de dix milliards d'euros. Résultat, les plus modestes ont vu leur pouvoir d'achat dévalorisé et les acteurs du logement social leurs ressources baisser... Doublement contre-productif.

Qu'en est-il des personnes sans domicile fixe ?

Depuis le début de la pandémie, 40 000 places d'hébergement d'urgence supplémentaires ont été créées. Mais le compte n'y est pas en termes d'accès à un logement digne et durable. En 2021, trop de personnes sans domicile ne trouvent toujours pas de place en hébergement d'urgence. Le Plan quinquennal pour le Logement d'abord doit changer d'échelle. Il faut trouver des réponses durables : construire plus de logements très sociaux ; mobiliser des logements privés à vocation sociale.

Les collectivités territoriales ont-elles un rôle décisif à jouer contre le mal-logement ?

Agir à la bonne échelle territoriale, c'est prendre en compte le bassin d'emploi, le réseau de transports et construire mieux, au bon endroit, les bons logements au bénéfice de la diversité des populations du territoire. Les collectivités territoriales vertueuses ont un impact fort. À l'image de Rennes qui, depuis quarante ans, s'appuie sur ses réserves foncières pour mener une politique d'habitat réfléchie qui lui a permis de commencer à remodeler son territoire et de faire baisser les prix. Quant à Paris, en vingt ans, elle a rénové un millier d'immeubles insalubres. À l'inverse, la situation est catastrophique à Marseille, faute de politique contre l'habitat indigne. En 2018, l'effondrement de deux immeubles, rue d'Aubagne, a provoqué la mort de huit personnes. La Fondation Abbé Pierre s'est portée partie civile.

MA VILLE POST-COVID

Essor du télétravail, des pistes cyclables ou de la livraison à domicile... l'épidémie change le visage de nos villes. De jeunes actifs en profitent pour quitter les grandes métropoles au profit de villes moyennes, à même de leur proposer des services de proximité et des espaces verts à portée de pied, à l'image de Dunkerque et de Niort, dont nous avons contribué au regain d'attractivité. Tête chercheuse, notre Groupe concourt à dessiner la ville de demain – microforêts urbaines, toitures solaires végétalisées, quartiers bas carbone...

Tendances : six choses à savoir

01



DENSIFICATION DES VILLES ET PANDÉMIE

« Au cours des quarante dernières années, les grandes villes n'ont cessé de grossir, de se densifier et de s'embourgeoiser », estime le géographe Guillaume Faburel. Avec des conséquences parfois fâcheuses. Selon l'architecte Jean-Jacques Terrin, « la propagation du coronavirus a été favorisée, d'une part, par les concentrations métropolitaines – qu'il s'agisse des quartiers les plus denses, des hubs (gares, aéroports, centres culturels, commerciaux, culturels...), ou des logements trop exigus et surpeuplés –, d'autre part, par la mobilité des humains, des animaux, etc. Concentration et mobilité apparaissent soudain comme les talons d'Achille d'une mondialisation dont ils étaient les principaux leviers ».

02



DE LA BIODIVERSITÉ EN VILLE

Au-delà du bien-être psychique et corporel qu'elle procure, la végétalisation a une véritable utilité en ville : elle absorbe une partie des gaz à effets de serre et des polluants dans le sol, l'air et l'eau. En période de canicule, elle permet de réguler la température. Nathalie Machon, spécialiste d'écologie urbaine, le rappelle : « à l'été 2003, le taux de mortalité était significativement plus élevé dans les quartiers non végétalisés* ». La végétalisation a aussi un impact direct sur notre santé. Exemple : les enfants souffrent moins d'allergies dans les quartiers végétalisés, la grande diversité de plantes permettant de diluer les pollens allergisants.

* Source : site Sorbonne université

03



LA REVANCHE DES VILLES MOYENNES

Selon le baromètre 2020 des territoires, près de 25 % des actifs des grandes agglomérations souhaitent déménager dans des villes moyennes – de 20 000 à 100 000 habitants –, à taille humaine. Chez les moins de 35 ans, le score atteint même 63 % ! Pourquoi ? Le nombre de mètres carrés d'espaces verts par habitant y est bien supérieur à celui des métropoles, facilitant l'accès à la nature. En quête d'espace et de calme, de nombreux Franciliens sont ainsi attirés par Le Mans ou Angers, où le prix de l'immobilier grimpe depuis un an. Toulon ou La Baule, situées à proximité de la mer et de l'océan, séduisent aussi. Télétravail oblige, les Français peuvent désormais privilégier leur qualité de vie.

04



LE PROGRAMME ACTION CŒUR DE VILLE

Lancé en décembre 2017, le programme Action cœur de ville cible à ce jour 234 villes moyennes exerçant une fonction de centralité dans leur environnement territorial. Son ambition : redynamiser leur centre-ville en agissant à la fois sur l'habitat, le commerce, les services, l'activité culturelle et le patrimoine. Sans oublier la transition écologique. Porté par l'État, avec le concours financier de la Caisse des Dépôts, d'Action Logement et de l'Agence nationale pour l'habitat, le dispositif est doté de 5 Md€ sur cinq ans, auxquels s'ajoutent des crédits mobilisés dans le cadre du plan de relance.

05



LE PROGRAMME PETITES VILLES DE DEMAIN

Lancé le 1^{er} octobre 2020, le programme Petites villes de demain permet aux villes de moins de 20 000 habitants, désignées par les préfets, de bénéficier d'un soutien spécifique de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre les projets de revitalisation. Partie intégrante du plan de relance, ce programme vise à conforter le rôle structurant de ces villes dans le développement des territoires ruraux. Mille territoires, communes, intercommunalités parfois – réunies en binômes ou trinômes – vont en bénéficier. Sur les cinq années à venir, 3 Md€ vont être mobilisés à titre prévisionnel et 250 M€ seront alloués au soutien en ingénierie pour lancer et consolider les projets.

06



LE VÉLO BOULEVERSE NOS VILLES

À la faveur de la crise sanitaire, en 2020, le marché du vélo a progressé de 25 % en France*, en particulier en ville. Au printemps 2020, les collectivités y ont créé des aménagements cyclables temporaires, avant de les pérenniser. La star du marché ? Le vélo à assistance électrique, dont plus de 500 000 exemplaires ont été vendus (+ 29 % en volume). La proportion des trajets effectués à vélo approcherait désormais les 4 %. Le vélo colle à l'envie de proximité que la crise sanitaire est venue renforcer et au concept de « ville du quart d'heure », plébiscité par les urbanistes. Jusque dans les zones pavillonnaires, où ils appellent à recréer un centre autour de commerces.

* Source : Union sport et cycle.

L'avenir appartient-il aux villes moyennes ?



Dunkerque, 85 000 habitants, fait parler d'elle grâce à une redynamisation de son cœur de ville et au réaménagement en cours des abords du port industriel.

© Laurent Didier/Adobe Stock

Proximité avec la nature, coût de la vie accessible et logements spacieux..., les villes moyennes disposent d'avantages concurrentiels. À l'image de Dunkerque (Nord) et de Niort (Deux-Sèvres).

Feu de paille ou nouvelle dynamique territoriale au profit des villes moyennes ? Crise sanitaire et télétravail obligent, se révèle le désir de quitter des métropoles denses et stressantes, au premier rang desquelles Paris. « On observe un très fort dynamisme dans toutes les régions de France, surtout dans des villes comme Dijon, Le Mans, Metz ou Angers », indique Laurent Vimont, patron de Century 21.

Géographie, histoire et identité

« Les villes moyennes devenues attractives ont su prendre en compte leur géographie et leur histoire pour affirmer leur identité », observe Catherine Martos, urbaniste et directrice de projet au sein de la Communauté urbaine de Dunkerque (CUD). Depuis le centre-ville de cette dernière se dessine un paysage puissant grâce à « la proximité de la mer, de la plage, des bassins des ports de plaisance et du port industriel ». Patrice Vergriete, président de la CUD et réélu maire en 2020, l'affirme : « Je suis engagé à 100 % dans la redynamisation de Dunkerque. Son image change : États généraux de l'emploi local ; révolution du transport collectif avec la gratuité de bus, valorisation de notre station balnéaire ; mise en valeur de notre histoire singulière boostée par Dunkerque, le film de Christopher Nolan... Dunkerque bouge ! ».

Mesure avant-gardiste adoptée en 2018, la gratuité du transport public est plébiscitée. Un an plus tard, dans la communauté, la fréquentation du bus avait bondi de 65 % en semaine, de 125 % le week-end. Par cette

entreprise, la plus grande agglomération de France et d'Europe à avoir osé cette révolution culturelle a modifié les habitudes de 200 000 habitants. « En cœur de ville, l'élargissement de la zone piétonne de la place Jean-Bart, décidée par votation, a aussi joué. Commerces et activités étant désormais à portée de pied, les Dunkerquois n'ont plus à utiliser leur voiture pour acheter une baguette ! », se félicite Catherine Martos.

Une halle alimentaire en centre-ville

La Banque des Territoires a engagé plus de 5 M€ afin de redynamiser le centre-ville. Exemple d'installation soutenue via une étude de 25 000 € : une halle alimentaire. De quoi proposer une offre de produits bio et locaux grâce à des circuits courts. « Un concours va être lancé auprès d'architectes locaux. Notre cahier des charges vise à en faire une halle de style néo-Baltard qui soit un lieu de convivialité avec des points de restauration et une buvette », précise Catherine Martos.

La Banque des Territoires a porté deux autres études : l'une sur l'analyse des flux en centre-ville (23 000 €) ; l'autre sur la création d'une foncière à même de porter et réhabiliter des actifs immobiliers à hauteur de 36 000 €. « Nous voulons innover en termes de concepts commerciaux et agir sur les loyers afin de favoriser la diversité des commerces en centre-ville », explique Catherine Martos. « D'ici à 2025, nous ambitionnons

de contribuer à transformer 6000 espaces d'activités économiques et commerciales à travers la France, notamment via Action cœur de Ville », contextualise Michel-François Delannoy, pilote des programmes territoriaux à la Banque des Territoires.

Afin d'améliorer la qualité de l'air à Dunkerque, la Banque des Territoires entend aussi inciter les camions en provenance de Calais, de Belgique ou du Royaume-Uni à devenir moins polluants. En ligne de mire, pour alimenter ces derniers en carburant à zéro émission de CO₂: la création de stations à hydrogène. Autour du port industriel, une filière hydrogène vert pourrait ainsi se structurer, avec à la clé des créations d'usines. Une ambition synchrone avec le plan de relance industriel 4.0 porté par la Caisse des Dépôts, qui pourrait s'incarner en autoroute de la chaleur: « Il s'agit de récupérer la chaleur industrielle perdue – la chaleur fatale –, de la stocker, puis de la redistribuer sous forme d'énergie propre », explique Gauthier Le Jeune, chargé de développement territorial à la Banque des Territoires.

Des partenaires institutionnels en mode projet

Changement de décor à Niort, proche des canaux du Marais poitevin et intégrée à son parc naturel régional. Nombreux sièges sociaux de mutuelles obligent, cette ville de 60000 habitants est la quatrième place financière de France. À la faveur de la pandémie, nombreux sont les jeunes actifs à venir s'y établir, attirés par cette cité qui a su se redessiner. « Pour fédérer nos différents partenaires institutionnels – État, département, Chambre de commerce et d'industrie, Caisse



Octobre 2020, Niort: le verdoyant Port Boinot succède à une friche industrielle.

© Darri

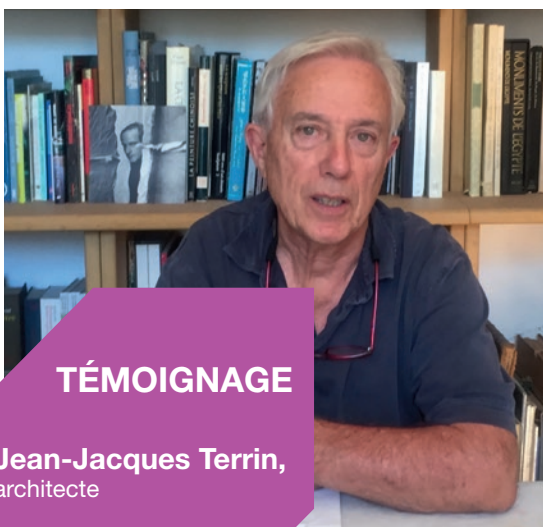
des Dépôts... nous nous appuyons sur le programme Action cœur de Ville », relève Nelly Thibaud, sa directrice.

Première séquence du réaménagement de la cité, dès 2013: la place de la Brèche devient un centre-ville piétonnisé où la nature pénètre, forte de 300 arbres plantés pour diminuer l'effet d'îlot de chaleur urbain. Deuxième séquence: en octobre 2020, une friche industrielle cède la place à Port Boinot – 25000 m² aménagés, cinq jardins thématiques... Au point de départ de la Sèvre navigable, à la charnière d'itinéraires de randonnée renommés, ce site a su mettre en scène des patrimoines renouvelés. Il s'inscrit dans la feuille de route « Niort durable 2030 », qui fait de la ville une pionnière de la déclinaison des objectifs de l'Onu en la matière.

Pour sa part, la Banque des Territoires a engagé 4 M€ pour financer de l'ingénierie et des opérations pour restructurer le centre-ville. Avec la SEMIE, société

d'économie mixte de logement social, elle travaille à constituer une foncière pour optimiser la gestion des locaux commerciaux en rez-de-chaussée.

Afin de retenir et d'attirer toujours plus de jeunes: deux avancées. D'une part le cofinancement, via un prêt de 2,5 M€, d'un campus des métiers. « Le premier coup de pioche sera donné à la fin du printemps, pour un programme opérationnel à la rentrée 2024 », précise Julien Bourdier, chargé de développement territorial à la Banque des Territoires. D'autre part le cofinancement, à hauteur de 10 %, de la rénovation de la médiathèque. « Elle sera inaugurée avant l'été », précise Nelly Thibaud. Impulsés par la Banque des Territoires, d'autres chantiers vont s'ouvrir dans les 234 villes Action cœur de ville. « Après le click and collect que nous avons rendu accessible aux commerçants de proximité pendant la crise sanitaire, nous allons nous attaquer à la livraison urbaine en investissant dans des flottes propres », conclut Michel-François Delannoy.



TÉMOIGNAGE

Jean-Jacques Terrin,
architecte

« Penser l'urbanisme par-delà les frontières »

Tout projet d'urbanisme doit inclure les parties prenantes de la société civile, être mis en œuvre sur un mode participatif. Le dialogue entre institutions et citoyens doit se rééquilibrer au profit de ces derniers, comme c'est déjà le cas dans les pays du nord de l'Europe. Cela fait écho aux nouvelles possibilités ouvertes par les outils Action cœur de ville. Que la Caisse des Dépôts, au travers de ses financements, de ses méthodologies et de son ingénierie mobilise acteurs publics et société civile va dans le bon sens. D'autant qu'avec la pandémie, nous sommes passés d'un urbanisme en crise à un urbanisme de crise. Problématiques de santé, sociales, économiques, écologiques... L'équipe municipale doit les gérer de façon interactive désormais. Or la gouvernance urbaine souffre de deux maux structurels en France. D'une part des expertises certes pointues – héritage de l'époque haussmannienne – mais qui travaillent de façon trop cloisonnée. D'autre part une gestion urbaine basée sur les frontières entre les villes, les quartiers... Mais quand on parle pollution ou biodiversité, cela n'a pas grand sens! Illustration avec la problématique de la mobilité, terrain d'affrontements: les partisans du vélo et de la marche se heurtent encore à ceux de la voiture, alors qu'une approche interactive intégrant l'ensemble des modes devrait pourtant s'imposer. À Malmö, ville du sud de la Suède, il leur a fallu pas moins de dix ans pour concevoir un plan de mobilité intégrant piétons et vélos. L'enjeu n'est pas juste de construire des pistes cyclables mais bien de proposer toute une gamme de services associés, comme des garages à vélos au sein des copropriétés par exemple.

Quatre projets urbains innovants



© STAS/Transdev 2020

Saint-Étienne Métropole La mobilité en poche

Une première à l'échelle d'une métropole française ! Le bassin de vie de Saint-Étienne – 53 communes pour plus de 400 000 habitants –, s'est doté d'une offre MaaS (*Mobility as a service*). Lancée en septembre 2020 par Transdev, filiale de la Caisse des Dépôts, l'application Moovizy 2, accessible depuis un smartphone, permet de programmer son itinéraire depuis un point A vers un point B, via divers opérateurs mais grâce à une plateforme digitale unique. Une facilité d'utilisation qui favorise le choix de différents modes de transports successifs – publics, partagés, vélo, taxi, etc. – en optimisant son temps et ses dépenses. Un suivi mensuel permet d'évaluer le coût de chaque mode de déplacement. Certains services, comme l'autopartage, en sont dopés.

« *Moovizy incite à prendre les transports partagés ou publics. Grâce à un système d'information en temps réel, on sait quand son bus ou sa voiture arrive* », précise Ludovic Jourdain, directeur régional de Transdev Auvergne-Rhône-Alpes. Le tout avec une facturation unique, payable en ligne en temps réel ou en fin de mois.

À l'origine de cette avancée : l'ouverture des données, l'ingéniosité de start-up et beaucoup d'ingénierie, notamment celle de Cityway. À Saint-Étienne, Moovizy s'est appuyée sur le *crowdsourcing* – à l'été 2019, l'appli a été testée par 200 habitants de la métropole – pour renseigner le taux d'occupation des rames à un instant donné. Un indicateur précieux par temps de crise sanitaire.

Avec ces données, une collectivité peut ajuster les mobilités à son plan d'urbanisme. Le moyen de mieux identifier les besoins en périphérie et de travailler avec les opérateurs. Au service du bien commun.



© Riyadh Green

Paris – Quartier Bruneseau Un quartier zéro carbone

Bruyant, pollué, traversé 24 h/24 par des flots de voitures et de camions..., le secteur Bruneseau était l'une des plus grandes friches du sud de Paris. C'était avant, dit la Mairie de Paris, que « *le projet urbain le plus ambitieux depuis Haussmann* » ne vienne relier la capitale à sa banlieue du Val-de-Marne via Ivry-sur-Seine. Les travaux ont débuté en 2019. Les immeubles sortis de terre – quatre sont de grande hauteur, avec une structure en bois – ont été conçus comme des villages verticaux avec des espaces végétalisés.

Depuis les Maréchaux et le Périphérique, les regards sont aimantés par cette nouvelle silhouette urbaine aux immeubles toute en transparence, finesse et élégance. Un mix de résidences seniors, étudiants, logements sociaux ou en accession, commerces et bureaux. Un projet ambitieux en termes de production d'énergie, de maîtrise des consommations et de qualité de l'air imaginé par Egis, filiale de la Caisse des Dépôts.

« *La mixité d'usages des bâtiments va de pair avec un mix énergétique très bas carbone. Un réseau électrique intelligent permet de choisir en temps réel la source d'énergie la moins carbonée. L'objectif de neutralité carbone nous incite à changer radicalement notre façon de concevoir les projets* », se félicite Jocelyn Urvoy, chef de projet et expert carbone chez Elioth by Egis.

À la clé : une empreinte carbone exemplaire, divisée par cinq par rapport à la moyenne parisienne. Les besoins des résidents sont couverts en énergie renouvelable à hauteur de 65 %. À la base de cette ingénierie bas carbone : des mutualisations à l'échelle du quartier et le déploiement massif de bois structurel. Un soutien actif à la stratégie bas carbone de la Ville de Paris, à ce jour la plus avancée dans cette trajectoire.

© Hardeil Le Bihan Architects





Riyadh – Arabie saoudite

Le renouveau de la « cité des jardins »

Jadis connue sous le nom de « cité des jardins », Riyadh a perdu ce beau qualificatif à mesure que son étalement urbain progressait. Aujourd'hui, la végétation n'y compte plus que pour 1,5 % de l'espace. Avec le projet « Green Riyadh », l'objectif est de faire passer cette proportion à 9,1 % d'ici à 2030. En tant que maître d'ouvrage, Egis, filiale de la Caisse des Dépôts, va contribuer à faire naître une nouvelle ville. Plus verte, plus écologique. Au programme : la plantation de dix millions d'arbres d'ici à 2030! « *Le long des routes ; dans les jardins, les parcs urbains et naturels ; à proximité des mosquées, des universités... on trouvera principalement des acacias. Les espèces d'arbres ont été sélectionnées afin de pouvoir supporter le climat aride* », précise Isabelle Lopez, Middle East Director-Urban Domain chez Egis.

Quid de l'irrigation ? Toute l'eau utilisée – un million de mètres cubes par jour – sera de l'eau recyclée. Pour mettre en œuvre ce projet, les ingénieurs et experts d'Egis s'appuient sur une plateforme géométrique en ligne qui rassemble les données utiles : contractuelles, réglementaires, gestion de patrimoine, planning, suivi de projet jusqu'à l'exécution des travaux...

Un « super outil » pour gérer un programme qui va de l'étude de la qualité des sols à la disponibilité de l'eau en passant par la définition des palettes forestières. Au service de chaque habitant, qui disposera à terme d'un ratio d'espace vert de 28 m², contre 1,7 m² actuellement. Un taux bien supérieur à celui recommandé par l'Organisation mondiale de la santé, fixé à 9 m².

Rungis – Val-de-Marne

Des toitures végétalisées solaires

Le mariage entre une toiture végétalisée et un panneau photovoltaïque peut-il être heureux ? CDC Biodiversité, filiale de la Caisse des Dépôts, et l'Office français pour la biodiversité se donnent les moyens d'y croire. De 2020 à 2023, ils cofinancent le projet expérimental baptisé « Mon toit vert et solaire », qui a élu domicile au parc d'affaires Icade de Paris Orly-Rungis. En décembre 2019 et janvier 2020, une quarantaine de bacs avec substrats plantés et des panneaux photovoltaïques ont été mis en place, selon un protocole scientifique dont le suivi est assuré par Marie Belin, doctorante pour l'IESS (Institut des sciences de l'écologie et de l'environnement de Paris). « *D'une part il s'agit d'observer dans quelle mesure la végétation améliore le rendement des panneaux solaires, au travers de l'impact du rafraîchissement lié à l'évapotranspiration. D'autre part est analysé l'effet de l'ombrage des panneaux sur la diversité du couvert végétal – quelles typologies d'oiseaux ou d'abeilles peuvent ainsi être attirées, etc. Il y a encore très peu de publications sur le sujet...* », précise Caroline Girardière, paysagiste et cheffe de projet CDC Biodiversité. À terme, l'ambition est de pouvoir dupliquer le modèle ainsi mis au point dans toute ville – même la plus dense où, en cas de forte chaleur, les toitures plates et gravillonnées sont une source de souffrance pour les habitants. Le mariage végétation/panneaux solaires pourrait bien donner naissance à de nombreux enfants!





Comme un arbre dans la ville

Autrefois considéré comme un simple élément de décor du cadre urbain, le bois est désormais plébiscité pour son rôle de capteur de CO₂ et de rafraîchisseur d'atmosphère. Pour mieux respirer en ville et moins y souffrir de la chaleur, toujours plus élevée...

« Comme un arbre dans la ville », chantait Maxime Le Forestier en 1972. Déjà, le chanteur français le plus populaire de l'époque avait du mal à respirer.

« Entre béton et bitume - Pour pousser je me débats - Mais mes branches volent bas - Si près des autos qui fument... ». Cinquante ans plus tard, le réchauffement climatique impose de repenser le rôle de l'arbre en ville.

« Auparavant, l'arbre était considéré comme un élément de mobilier urbain. Cette vision héritée du XIX^e siècle évolue », se félicite Jean-Michel Servant, directeur du conseil à la Société Forestière. Pourquoi? « D'une part la santé des arbres est mise à mal: pollution et stress hydrique lié au réchauffement climatique les rendent vulnérables aux insectes ravageurs, champignons et autres bactéries. D'autre part,

nos concitoyens attendent désormais des arbres qu'ils leur rendent des services. La demande est forte pour remettre de la nature en ville », poursuit Jean-Michel Servant.

Planter le bon arbre au bon endroit

De plus en plus de maires y répondent, au-delà du cercle des écologistes victorieux aux municipales de 2020, à Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Poitiers ou Grenoble. Illustration, à Vincennes (Val-de-Marne), de couleur centre-droit : pour mieux gérer les épisodes de canicule, la Ville s'est engagée dans une stratégie de végétalisation. Mission a été confiée à la Société Forestière et à un paysagiste partenaire de redéfinir la palette végétale. Un maître-mot, le pragmatisme : *« Planter le bon arbre au bon endroit en privilégiant des espèces frugales en eau - le chêne vert - au détriment des platanes,*

🌿 Vive les microforêts urbaines!

Au début des années 1970, le botaniste japonais Akira Miyawaki met au point une technique pour lutter contre les tsunamis en créant des boisements le long des côtes, à partir d'essences autochtones : les microforêts. La complexité et la richesse de ces écosystèmes diversifiés sont semblables à celle d'une forêt miniature. Pour en planter une, une surface disponible de 100 m² peut suffire. On choisit une vingtaine d'espèces indigènes adaptées aux sols et aux climats locaux, plus résistantes aux conditions climatiques et aux parasites. Et on plante dense. « Cette démarche consiste aussi à associer adultes et enfants aux plantations. La dimension pédagogique et participative est essentielle », précise Clara Manuel, ingénieure d'études récemment recrutée par la Société Forestière, qui a eu les honneurs de la BBC récemment.

dont beaucoup sont malades ici », indique Jean-Michel Servant.

« Il est précieux de conserver les espaces verts ou de leur conférer de nouveaux usages mais aussi d'en créer. Dans cette perspective, chez CDC Biodiversité, nous réfléchissons avec un bailleur social à la conception d'un potager, d'un bassin, de jeux pour enfants au sein de leur résidence. Pour que le projet s'inscrive dans la durée, associer les habitants en amont – partir de leurs attentes, quitter à les faire évoluer –, les faire participer à des ateliers est essentiel », ajoute Caroline Girardière, cheffe de projet.

Cultiver son jardin avec Hortillo

Les jardins privés ne sont pas oubliés. À juste titre : leur potentiel en biodiversité est immense. Bien conçus et bien gérés, ils favorisent la continuité écologique avec les espaces verts publics – on parle de trame verte. Pour accompagner les jardiniers du dimanche, CDC Biodiversité propose Hortillo aux collectivités, en partenariat avec l'entreprise Jaya. Cette application numérique diffuse les bonnes pratiques en matière de jardinage. « Elle encourage les particuliers à valoriser le recyclage des déchets verts, à améliorer leur compostage. Ils reçoivent des conseils quant aux plantes à sélectionner, des alertes pour les arroser. Les échanges de bonnes pratiques entre jardiniers amateurs sont favorisés. La collectivité locale peut aussi fédérer les détenteurs de l'appli autour d'événements dédiés », explique Jean-Christophe Benoit, directeur du développement et de l'investissement de CDC Biodiversité.

Il y a urgence : « En 2050, le climat de Paris sera celui de Séville aujourd'hui. On a artificialisé les sols, nos centres-villes sont très minéraux. À l'heure où les épisodes de forte chaleur se multiplient, ce système ne fonctionne plus », pointe Jean-Michel Servant. Philippe Rouland, directeur de l'activité Ville chez Egis, confirme : « Les villes stockent plus la chaleur que les campagnes, les îlots de chaleur s'y multiplient. À la clé, une

élévation de la température locale qui pourrait devenir insupportable pour les habitants. Pour rafraîchir l'espace public, quelques exemples de solutions : apporter de l'ombre en plantant des arbres et choisir des matériaux réfléchissant la chaleur. À Lyon, métropole avec laquelle nous collaborons, modifier l'espace public implique systématiquement de réduire les effets d'îlot de chaleur via une conception appropriée. Aussi nos équipes procèdent-elles à des modélisations afin de pouvoir juger tout projet à cette nouvelle aune ».

Remplacer le béton par le bois

Si atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050 est une contrainte, c'est aussi une promesse d'innovation. Paris fait la course en tête. Dernier chantier en cours : verdier toutes les cours d'école. « Les revêtements bitumineux des sols sont retirés pour rendre les cours perméables et faire des plantations », précise Philippe Rouland. Du côté d'Egis, « nous devons concevoir différemment nos projets ; de même, les entreprises qui les réalisent doivent proposer des matériaux innovants. Dans le bâtiment, le bois répond le mieux à l'objectif de neutralité carbone. Arrêter de construire en béton serait une révolution ! Une tendance lourde de la ville de demain, qui va nous obliger à corriger l'existant. L'avenir appartient à ceux qui se remettront en cause », poursuit Philippe Rouland.

Du côté des pouvoirs publics, l'équation est compliquée : si les exigences environnementales militent pour stopper l'artificialisation des sols, l'étalement urbain est favorisé par une démographie positive : « En 2050, plus de deux tiers de l'humanité vivront en ville », rappelle Jean-Christophe Benoit. Déjà, en 2015, les sols artificialisés représentaient presque 10 % du territoire français. Soit l'équivalent d'un département moyen bétonné en dix ans ! Si le projet de loi Climat et Résilience entend diviser par deux l'artificialisation des sols d'ici à 2030, nombre d'élus locaux

risquent de s'y opposer : le nombre d'espaces constructibles serait limité d'autant...

Sortir du cadre

Mais la crise sanitaire a rendu insupportable l'urbanisation galopante. « En Île-de-France, on s'est aperçu que l'autonomie alimentaire n'était que de trois jours... Soudain, relocaliser l'activité agricole est apparu essentiel », relève Jean-Christophe Benoit. Une prise de conscience venue accélérer un chantier clé du groupe Caisse des Dépôts : proposer une offre globale de « territoire résilient ». À la manœuvre, la Banque des Territoires et les filiales la Société Forestière, CDC Biodiversité, la SCET et Transdev. Levier privilégié : une approche globale du territoire versus un fonctionnement en silos qui prenne en compte à la fois l'énergie, les mobilités... et la biodiversité. « Il nous faut sortir du cadre, inventer de nouvelles choses », conclut Jean-Christophe Benoit.

🌿 Des paysages productifs sur des sites Seveso

Sud de Lyon, Vallée de la chimie. Des sites classés Seveso y ont laissé leur empreinte. Pas de quoi décourager la Métropole de Lyon, qui lance en 2014 « l'Appel des 30 ! » afin de réinvestir des friches industrielles. Trente partenaires privés et publics y répondent, dont la Société Forestière en 2018. « Cet appel à projets unique en Europe vise à consolider une dynamique d'innovation sur un territoire abîmé », se félicite Julien Lahaie, directeur Mission Vallée de la Chimie. Sur le site pilote de six hectares de Pierre-Bénite (69), « nous implantons une filière de paysages productifs », explique Jean-Michel Servant. Au préalable, son partenaire, Suez, a excavé de la terre fertile de chantiers environnants pour reconstruire un sol fertile. Des circuits courts. « Nous avons alors planté des arbres. D'une part des essences en vue de produire de la biomasse à même d'alimenter les réseaux de chaleur voisins. D'autre part des peupliers pour servir de matériaux, comme du contre-plaqué », précise Jean-Michel Servant. De quoi améliorer la qualité de l'air. Tout d'abord parce que les forêts sont une pompe à CO₂. Ensuite parce qu'une partie du carbone reste stockée au sein des éléments produits via leur exploitation. Enfin parce que cela développe la production de la seule matière première renouvelable : le bois.

Transformation

Face à la crise, des collaborateurs agiles et solidaires

L'agilité n'est pas un vain mot pour les collaborateurs du groupe Caisse des Dépôts. Face à la crise, leur réactivité et leur adaptation ont été la clé pour accompagner les clients en situation difficile ou isolés. Exemples chez Bpifrance et CDC Habitat.

17 mars 2020, midi. La France est confinée. La société à l'arrêt. Face à cette situation qui plonge un grand nombre d'entrepreneurs dans le désarroi et isole davantage les personnes les plus vulnérables, les équipes du groupe Caisse des Dépôts se mettent en ordre de marche avec une rapidité record, et un sens du collectif et de la relation client affirmé.

En mode commando

Chez Bpifrance, le message porté par Nicolas Dufourcq est unanimement partagé : « nous ne lâcherons jamais les entrepreneurs ». « En deux jours, on s'est organisés aux quatre coins de la France pour déployer le plan de soutien de Bpifrance et les silos sont spontanément tombés », rapporte George Planes, directeur

de l'animation du réseau. Un numéro Vert est mis en place à l'intention des entrepreneurs en difficulté. Dès le premier jour, le standard est saturé, les appelants redirigés vers une page créée dans l'urgence sur la banque en ligne de Bpifrance pour leur permettre de déposer leurs demandes. En un temps record, un « commando digital » développe la plateforme PGE (prêt garanti par l'État). D'autres plateformes suivront – crédit en ligne pour les très petites entreprises et suspension des échéances. « La transformation digitale de Bpifrance a gagné trois ans ! Du jour au lendemain, Bpifrance est devenue la première Fintech de crédit en ligne aux très petites entreprises. Tout cela a été permis grâce à l'union sacrée de l'ensemble des équipes », confie Matthieu Heslouin, directeur du digital.

Sur le front!

650 collaborateurs volontaires de Bpifrance (voir témoignage ci-contre), issus de l'ensemble des métiers et directions support, prêtent alors main-forte aux 600 chargés d'affaires du réseau pour répondre aux demandes. En vitesse accélérée, ils sont formés, à distance, sur les produits et solutions de crise mis en place. Avec une promesse à honorer : rappeler les entrepreneurs ayant sollicité une aide, dans les 48 heures. En l'espace de six semaines, 100 000 entrepreneurs seront finalement rappelés le jour même de leur prise de contact et orientés vers le bon interlocuteur. « Tout le monde s'est investi sans compter, assurant pleinement les missions, improvisées, d'une psycho-banque », rapporte George Planes.

© Jair LANES/Caisse des Dépôts



Tournés vers l'intérêt général, les collaborateurs du groupe Caisse des Dépôts font preuve d'une solidarité et d'une adaptabilité à toute épreuve pour assurer la continuité des activités et faire face à la crise. Ici, Sylvain Guichard, collaborateur de l'équipe en charge du courrier, au siège de l'Etablissement public, au 56 rue de Lille, à Paris.



© Jair LANES/Caisse des Dépôts

L'équipe du standard de l'Établissement public reste mobilisée pendant la crise. Ici, Lise Monkam, l'une de ses collaboratrices.

Une équipe soudée au service de l'intérêt général

Au sein de la Caisse des Dépôts, l'accélération de la simplification et l'agilité se sont aussi mises au service des clients internes... Retrouvez, dans le diaporama sonore *Confinement: une équipe soudée au service de l'intérêt général*, diffusé sur YouTube, la belle solidarité dont ont fait preuve les équipes du département des services à l'occupant (standards, contrats transversaux, imprimerie, courrier et pool chauffeurs) à la direction de l'immobilier et de l'environnement de travail de l'Établissement public, à Paris.

Au plus près des personnes âgées isolées

Même place donnée à l'écoute des clients, essentielle, chez CDC Habitat, où les 26 000 appels bienveillants passés par les équipes en régions aux locataires de plus de 65 ans, dès le premier confinement, ont permis d'identifier les plus isolés et de mettre en œuvre les accompagnements spécifiques. Le tout en s'appuyant sur les collaborateurs de proximité – responsables d'agence, chargés de clientèle, responsables de sites, gardiens, agents d'entretien –, en incitant les solidarités de voisinage – via des tracts distribués dans les boîtes aux lettres, notamment, et en lien avec les services d'action sociale et médiateurs locaux.

Pour Léa Mougeolle, chargée de développement social urbain à la direction interrégionale Sud-Ouest, à Bordeaux, les propos marquants d'une locataire – « *Je ne vois pas la différence entre le confinement et le reste du temps. Je suis confinée toute l'année...* » – donnent un coup d'accélérateur décisif à son projet « *Viellir ensemble* ». « *J'avais prévu de travailler sur la lutte contre l'isolement et le lien social. Nous avons donc très vite mis en place des actions simples (appels, visites, création de "boîtes à lire" et d'un journal du confinement, ateliers numériques, etc.), en collaboration avec des partenaires associatifs* », explique-t-elle.

Humanité et proximité

Au sein des résidences où le projet est mis en œuvre, les retours positifs sont immédiats : « *on ne se sent plus seul* », « *on s'occupe de nous* », « *on nous protège* ». Pour assurer ce soutien aux locataires âgés fragiles, il a aussi fallu galvaniser les équipes et assurer la continuité du lien en interne.

Christine Porte-Petit, directrice de l'agence de Pau, en témoigne : « *nous avons réussi à connecter les 45 collaborateurs de l'équipe grâce à la création d'un groupe WhatsApp. Cette dynamique, très horizontale et dans laquelle chacun a trouvé sa place, nous a permis d'être agiles et de devenir une communauté au service de nos locataires* ». Respectivement responsable de sites et gardienne à la résidence du Boudigau, à Bayonne, Christian Ithurri et Sylvie Gaulin, en première ligne, ont apprécié, quant à eux, l'évolution de leurs relations avec les habitants, plus

conviviales qu'avant. « *Notre rôle a pris une dimension sociale très valorisante et la reconnaissance que nous recevons des locataires nous touche beaucoup...* » Et Léa Mougeolle de conclure : « *ces retours encourageants confirment l'importance de placer l'humain au cœur de nos métiers* ».

 Vanessa Faisant

TÉMOIGNAGE

« Je me suis sentie utile... »

L'écoute et la proximité sont décisives dans la mise en place d'une aide adaptée. Sarah Masson, chargée d'investissement senior à la direction Large Cap de Bpifrance, s'est mise, en tant que collaboratrice volontaire « au service de ses collègues chargés d'affaires » pour rappeler des chefs d'entreprise en difficulté, « par solidarité et dans une démarche citoyenne ».

À des interlocuteurs souvent inquiets, elle a apporté une écoute, une aide incarnée. « Il a fallu faire preuve de pédagogie, parler simple, clair et sans jargon à un public – principalement des chefs de très petites entreprises – peu familier avec le langage financier et ayant des questions vitales de trésorerie à court terme. Tout cela en ayant moi-même peu l'habitude de conseiller des clients sur des produits de financement », reconnaît-elle.

De cette expérience, Sarah Masson tire le positif : « j'ai eu beaucoup de personnes se trouvant dans l'impasse, heureuses d'être simplement rappelées. Je me suis sentie utile, fière de travailler dans une entreprise porteuse de sens au sein de laquelle il aurait été impossible de se mobiliser les uns sans les autres. »

Établissement public



Alexandra Ringot-Bottemanne, talent de l'innovation

L'innovation ouverte – fondée sur le partage et la collaboration avec les parties prenantes externes – est l'une des convictions de la Banque des Territoires. C'est aussi celle d'Alexandra Ringot-Bottemanne, qui pilote l'équipe qui y est en partie dédiée, au sein de la Caisse des Dépôts.

VALEURS ET SENS

Un cap commun qui revêt une dimension essentielle pour Alexandra, qui reconnaît avoir « *toujours été animée par cette recherche de sens, de concret, de service rendu et d'utilité* ». À ses yeux, « *aider seulement à la performance opérationnelle ne suffit pas* ». Une philosophie et des valeurs qu'elle compte bien mettre

en pratique au sein du Hub des Territoires – inauguration à Paris le 20 mai prochain –, espace d'échange et de mise en visibilité des réussites des territoires que son équipe animera. À la clé, de nouvelles perspectives... avec toujours plus d'innovation!

 Vanessa Faisant
 Toufik OULMI

Il faut de la curiosité et de l'audace pour s'intéresser à l'innovation! Alexandra Ringot-Bottemanne n'en manque pas. Née aux Pays-Bas, cette américano-hollandaise a grandi en Californie, où, « *par intuition* », elle adopte le français comme deuxième langue vivante. Un choix « *à contre-courant* » de celui de la majorité des élèves dans cet État proche du Mexique. Elle étudie sur la côte Est, à Middlebury, et termine son cursus à Sciences Po Paris, avec un détour par Bruxelles le temps d'un stage à l'Otan. Elle explique son parcours « *international* » par son éducation « *biculturelle* » au sein d'une « *famille transatlantique assez francophile* » dont elle a sans doute hérité son « *envie de trouver des valeurs communes dans d'autres cultures* », son sens de l'intérêt général et son attrait pour le secteur public et la diplomatie.

CRÉATIVITÉ ET INSPIRATION

Chez Accenture, pendant douze ans, ses missions l'amènent à s'intéresser à la transformation des organisations, à celle des villes, à la *smart city* et à l'innovation, notamment... Le lien est tout trouvé: en 2018, elle saisit l'opportunité d'intégrer le département de la transformation numérique de l'Établissement public et de la stratégie digitale de la Banque des Territoires, alors que celle-ci vient de voir le jour. « *Je suis entrée dans une aventure créative, à la tête d'un nouveau service – nouvelles offres digitales et innovation ouverte, devenu depuis innovation ouverte, Lab & Hub des Territoires –, avec une page blanche à écrire.* » Alexandra et son équipe de cinq collaborateurs, tournés vers le développement des territoires, et en réseau avec leurs homonymes des filiales du Groupe – via une communauté qu'ils animent et le Lab des Territoires –, visent à recueillir le meilleur de ce « *terreau fertile* » pour créer de nouvelles offres digitales répondant à leurs besoins.



PARCOURS

1999-2003: *Bachelor Degree*, Middlebury, Vermont, États-Unis.

2004-2006: master en affaires européennes, Institut d'études politiques de Paris.

2006-2018: directrice de mission en conseil en management (secteur public), puis directrice de mission au Centre d'innovation, Accenture, Paris.

Depuis 2018: responsable Innovation ouverte, Lab & Hub des Territoires, département de la transformation numérique de l'Établissement public et de la stratégie digitale de la Banque des Territoires, Caisse des Dépôts, Paris.



Egis

Maxime Jabier, acousticien esthète

Ingénieur de formation, Maxime Jabier a choisi de se spécialiser en acoustique pour allier trois éléments qui le font vibrer: la physique, la technique – indissociable de l’art – et la sociologie... Depuis sept ans, il dirige Acoustb, filiale du groupe Egis et du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB).

Maxime Jabier est un artiste... C’est tout le sens qu’il donne à son métier: l’ingénierie acoustique. « *L’ingénieur, et en particulier l’acousticien, contribue à l’insertion d’un projet dans son environnement. Il s’intéresse pour cela aux exigences réglementaires, mais pas seulement. Il doit dépasser*

“le cadre”, prendre en compte l’humain, ses activités, la nature... Tout est à créer. En cela, son rôle, en ne se résumant plus à l’application de formules de calcul, a beaucoup évolué. »

ÉMOTION

À la tête d’Acoustb, bureau d’études spécialisé en acoustique et vibrations, depuis 2014, il diffuse au sein de ses équipes le concept d’ingénierie émotionnelle. « *L’acousticien participe notamment à la transformation de paysages qui vont changer le quotidien des gens pour des dizaines d’années. Nous devons nous éclairer des travaux d’experts tels que les sociologues, les anthropologues, etc., pour inventer*

PARCOURS

1999-2001 : maîtrise de physique fondamentale, université Pierre et Marie Curie, Paris.

2001-2002 : master 2 en acoustique des transports, Université de technologie de Compiègne.

2002-2014 : ingénieur acousticien puis responsable d’activité acoustique, groupe Egis, Lille.

Depuis 2014 : directeur d’Acoustb, filiale d’Egis et CSTB, Grenoble.



une méthodologie et, via le prisme du bruit, contribuer à ouvrir le champ des possibles tout en améliorant l’acceptabilité des projets. »

BEAUTÉ

Passionné, Maxime est intarissable dès qu’il est question de recomposition de paysages sonores ou de textures de silence... Des notions abordées au travers d’une très grande variété de projets: l’élargissement d’une autoroute, le prolongement d’une ligne ferroviaire à grande vitesse (la LGV Paris-Bordeaux, par exemple), la création d’un parc éolien, d’un mur antibruit, la réhabilitation d’un quartier ou bien la construction d’une gare ou la rénovation d’une salle de spectacle... « *Un acousticien doit aussi avoir du goût, pour proposer des choses qualitatives et belles* », assume-t-il, en esthète, lui qui est particulièrement sensible, lors des recrutements chez Acoustb, aux profils de musiciens.

OPPORTUNITÉS

Au sein du groupe Egis depuis 2002, Maxime dit s’être « *toujours amusé avec de très beaux projets et à la faveur d’une succession d’opportunités, de son travail et d’un peu de chance* ». Ce passionné de voyages confie avoir eu notamment celle de vivre des expériences extraordinaires, en intervenant sur des opérations « pharaoniques », à Dubaï ou au Chili. À seulement 43 ans, il a déjà pu réaliser plusieurs rêves, comme entrer dans un tunnelier en construction (sur le chantier du Grand Paris Express) ou voir un camion sismique en action (dans le cadre du chantier de prolongement de la ligne Éole du RER E). Son prochain défi : « *faire de l’acoustique sous-marine et de la bioacoustique* ». Un champ d’exception qu’il entend bien développer chez Acoustb.

 Vanessa Faisant
 Stéphane AUDRAS/REA



Quand art et nature envahissent la ville

Depuis début mai, la façade extérieure du siège parisien de la Caisse des Dépôts accueille une œuvre d'art gigantesque – de près de 500 m² –, offrant aux passants le spectacle grandeur nature d'une chute d'eau dans un paysage tropical. Réalisée par le jeune artiste Alexandre Lenoir pendant le confinement, cette œuvre, intitulée *La Source*, fait écho à ses souvenirs d'enfance dans les Caraïbes, en particulier au lieu de rencontre de ses parents. Il a utilisé une technique étonnante, utilisant des masquages successifs de scotchs, ne faisant émerger la partie centrale qu'à la fin de la phase de création.

En invitant ainsi la nature dans la ville, la Caisse des Dépôts a souhaité renouveler son soutien à la culture et réaffirmer ses engagements en faveur de l'environnement. L'œuvre originale sera également accessible aux visiteurs par le 3 quai Anatole France, de 10h à 17h.

📷 Didier Bizet

